



CENTRE
SUR LA FINANCE
ET L'INVESTISSEMENT
VERTS

FORUM 2021

11-14 octobre

ORDRE DU JOUR

■ À propos du Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Le Forum sur la finance et l'investissement verts a lieu chaque année et constitue l'événement phare du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts. Ce Forum réunira des participants venus du monde entier, dont des investisseurs, des organismes de réglementation financière, des responsables de la formulation des politiques, et des représentants des entreprises et de la société civile, et il offre aux secteurs public et privé une occasion incomparable de procéder à des échanges de vues et de renforcer leurs projets pour reconstruire sur de meilleures bases vers un avenir plus juste et plus vert.

Le Forum constitue un important événement pour la communauté mondiale de la finance et de l'investissement durables. Cette année, le Forum prendra la forme d'une série de réunions de groupes de haut niveau et de séances parallèles sur le thème « **La finance verte dans la décennie de réalisations : agir sur les impacts environnementaux** », de manière à répondre à l'urgente nécessité de mettre la finance en adéquation avec les objectifs mondiaux dans le domaine du climat et du développement.

Compte tenu des incertitudes quant aux évolutions futures de la pandémie de COVID-19 et aux mesures de déconfinement, ce 8^e Forum sur la finance et l'investissement verts sera le second à se tenir sous une forme virtuelle. Le Forum utilisera Zoom, et il pourra accueillir jusqu'à 3 000 participants à travers une plateforme connectée.

En 2020, nous avons accueilli **3 800 participants inscrits** issus de **141 pays** et réuni **121 orateurs de haut niveau**. Parmi les orateurs de haut niveau qui ont participé aux précédentes éditions du Forum ont notamment figuré : M. Al Gore, ancien vice-président des États-Unis d'Amérique ; Mme Yuriko Koike, gouverneur de Tokyo ; Mme Brune Poirson, ancienne secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé de la Transition écologique et solidaire, France ; M. Satoru Morishita, ministre délégué, Affaires environnementales mondiales, ministère de l'Environnement, Japon ; M. Olivier Guersent, Directeur général, Direction générale Stabilité financière, Services financiers et Union des marchés de capitaux (DG FISMA), Commission européenne ; Sri Mulyani Indrawati, ministre des Finances, République d'Indonésie, et Mme Rachel Kyte, ancienne directrice générale, Énergie durable pour tous.

■ À propos du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Le Centre vise à produire des études et des analyses de grande qualité et tournées vers l'action dans le domaine de la finance et de l'investissement verts. Un objectif essentiel du Centre consiste à s'intéresser aux enjeux de l'action publique et aux problèmes de marché, et à favoriser le développement de la finance et de l'investissement verts. Le Centre tire parti de l'expertise et des analyses à la pointe du progrès offertes par les secteurs public, privé et philanthropique, ainsi que de leur accès aux toutes dernières innovations et initiatives dans un domaine en rapide évolution. Cela enrichit les travaux et le rayonnement du Centre, contribue à ses analyses et permet de disposer d'un éclairage direct sur le processus de formulation des politiques. Le Centre s'attache à soutenir les économies développées, émergentes et en développement en menant des travaux dans les grands domaines suivants :

- Les politiques, institutions et actions en matière d'investissement à l'appui des initiatives de protection du climat et, plus généralement, de l'environnement
- La compatibilité de la finance et de l'investissement avec les objectifs de protection du climat et, plus généralement, de l'environnement
- Le suivi des progrès en matière de finance et d'investissement verts

■ Contacts

Robert Youngman | Chef d'équipe

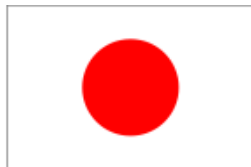
Finance et investissement verts,
Direction de l'environnement de l'OCDE
Robert.YOUNGMAN@oecd.org

Aayush Tandon | Analyste des politiques

Finance et investissement verts,
Direction de l'environnement de l'OCDE
Aayush.TANDON@oecd.org

Le Secrétariat de l'OCDE remercie les sponsors suivants pour leur soutien.

Sponsor principal



JAPAN GOV
THE GOVERNMENT OF JAPAN

Sponsors Or



Sponsors Argent



Sponsor médias



Avec le soutien de



JOURNÉE 1 (LUNDI 11 OCTOBRE)

Repenser les priorités de la finance dans la « décennie de réalisations »

La COP26 arrive à un moment charnière décisif, et l'on espère qu'elle accroisse sensiblement l'ambition et accélère l'action dans le cadre de la « décennie de réalisations ». Diverses actions publiques et privées prennent position en faveur d'une transition à faibles émissions et jouent un rôle moteur. Les engagements et les promesses en faveur de la neutralité en GES augmentent, mais seront-elles suffisantes pour assurer les niveaux sans précédent de réduction des émissions mondiales nécessaires au cours de cette décennie ? Compte tenu des problèmes que posent actuellement la dette liée au COVID-19 et la relance à la suite de la pandémie, des obstacles au développement de l'investissement privé en faveur de la croissance verte, ainsi que des inégalités sociales mises en lumière par la crise sanitaire, à quoi pourrait ressembler l'avenir de la finance verte à l'échelle mondiale ? Et comment la transition à faibles émissions peut-elle être assurée de manière à répondre aux impératifs de l'adaptation, aux autres objectifs d'environnement, et aux besoins plus larges en matière de bien-être ?

11h30 – 11h55
(Heure de Paris)

Ouverture du Forum : allocution de bienvenue et discours liminaires

Maître de
cérémonie

Hugh Wheelan, Cofondateur et codirecteur général de Responsible Investor, qui fait partie du groupe PEI Media

Message de
bienvenue (vidéo)

Mathias Cormann, Secrétaire général, OCDE

Discours liminaire

Tomoko Amaya, Ministre délégué aux Affaires internationales, Agence des services financiers, Japon

11h55 – 12h25 Pause

12h25 – 13h55
(Heure de Paris)

Séance plénière d'ouverture : Perspectives d'évolution de la finance verte et de la transition à faibles émissions à la veille de la COP26

Modérateur

Simon Mundy, Moral Money Editor, Financial Times

Message spécial
(Vidéo)

Daniele Franco, ministre de l'Économie et des Finances, Italie

Orateurs
principaux/
Intervenants

Laurence Tubiana, Directrice, Fondation européenne pour le climat (ECF)

Ingrid Barnsley, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE

Masyita Crystallin, Conseillère spéciale, ministre des Finances, Indonésie

Eric Usher, Chef, Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (IF-PNUE)

13h55 – 14h15 Pause

14h15 – 15h45
(Heure de Paris)

Séance plénière de haut niveau : Au-delà de la COP26 : transformer la finance pour la mettre au service de la population et de la planète

Thèmes : principales mesures nécessaires pour réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030 ; comment les ambitions et les annonces du secteur privé dans le cadre de la COP26 s'inscrivent-elles dans cette vision ;

nécessité d'une reprise à faibles émissions et d'une transformation du système financier ; nécessité de tenir systématiquement compte de l'adaptation et du bien-être dans les initiatives de finance verte

Modérateur **Hugh Wheelan**, Cofondateur et codirecteur général, Responsible Investor, qui fait partie du groupe PEI Media

Message spécial **John Kerry**, Envoyé spécial du Président des États-Unis chargé du climat

(Vidéo)

Intervenants **Sharan Burrow**, Secrétaire générale, Confédération syndicale internationale (CSI)

Ma Jun, Président, Comité chinois pour la finance verte ; Président, Beijing Institute of Finance and Sustainability ; Coprésident, Groupe de travail du G20 sur la finance durable (SFWG)

Margaret Kuhlow, Global Finance Practice Leader ; Directrice par intérim de la conservation, Fonds mondial pour la nature (WWF)

Paul Bodnar, Directeur mondial, Investissement durable, BlackRock

Thierry Déau, Directeur général, Meridiam ; Président, Finance for Tomorrow

JOURNÉE 2 (MARDI 12 OCTOBRE)

Développer le financement de la transition, promouvoir l'adéquation avec les objectifs climatiques, et assurer l'efficacité des marchés

La journée 2 donnera lieu à un examen des différentes facettes du défi urgent que représente la transition à faibles émissions, tant sous l'angle des marchés que de l'action publique. Bien que les marchés de la finance verte se soient sensiblement développés au cours de la dernière décennie, le dur labeur de financement et de mise en œuvre de la transition à faibles émissions reste pour la plus grande partie à accomplir. L'essentiel de l'activité économique mondiale demeure caractérisé par de fortes intensités d'émission, et le financement de la transition en est encore à ses balbutiements. Des stratégies à faibles émissions sur le long terme et des politiques connexes visant à assurer l'adéquation avec les trajectoires de neutralité en GES ou la convergence vers ces dernières sont nécessaires d'urgence si l'on veut vraiment que cette décennie soit consacrée à l'action pour le climat. En outre, des instruments de marché permettant d'assurer efficacement la transition climatique, ainsi qu'une tarification efficiente par le marché des risques et opportunités climatiques, sont essentiels pour favoriser l'action et promouvoir les objectifs de la politique climatique et environnementale. Ces initiatives et les autres mesures en faveur de la transformation de l'économie devront s'inscrire dans le contexte des problèmes que pose actuellement le COVID-19 et de la reprise à la suite de la pandémie, et les synergies entre l'action climatique et les objectifs plus larges en matière de bien-être devront être exploitées et optimisées. Sous la Présidence italienne du G20, le Groupe de travail du G20 sur la finance durable a concentré ses efforts sur la transition climatique, ainsi que sur le rôle sur la divulgation d'informations, sur les taxonomies, l'ESG et la tarification des risques climatiques sur les marchés. Compte tenu des évolutions récentes, la journée 2 sera l'occasion d'envisager les prochaines étapes revêtant une importance essentielle pour la transition à faibles émissions et pour son financement.

10h15 – 10h25 Ouverture : **Hugh Wheelan**, Cofondateur et codirecteur de Responsible Investor, qui fait partie du groupe PEI Media

10h25 – 11h10 (Heure de Paris) Discussion informelle : L'action des investisseurs face à l'urgence climatique mondiale – aux avant-postes ou à la traîne ?

Modérateur **Hugh Wheelan**, Cofondateur et codirecteur de Responsible Investor, qui fait partie du groupe PEI Media

Intervenants **Catherine Howarth**, Directrice générale, ShareAction
Meggin Thwing Eastman, Global ESG Editorial Director and Head, ESG Research, EMEA, MSCI
Gagan Sidhu, Directeur, CEEW Center for Energy Finance (CEEW-CEF)

11h10 – 11h35 Pause

11h35 – 12h45 (Heure de Paris) Séance plénière de haut niveau : Financement de la transition, reprise et adéquation avec les objectifs climatiques

Remarques d'ouverture **Masamichi Kono**, Secrétaire général adjoint, OCDE

Modérateur **Robert Youngman**, Chef d'équipe, Finance verte et investissement, Direction de l'environnement, OCDE

Intervenants **Franz Perrez**, Chef, Division des affaires internationales, Office fédéral de l'environnement, Suisse

Ingrid van Wees, Vice-présidente, Finance et gestion des risques, Banque asiatique de développement (BAsD)

Kingsmill Bond, Stratège en énergie, Carbon Tracker Initiative

Masato Miyachi, Membre, Conseil d'administration ; Vice-président et directeur général, Global Corporate & Investment Banking Business Unit, MUFG Bank, Ltd.

12h45 – 13h15 Pause

Axes parallèles :	Axe 1 : Financement de la transition, trajectoires et adéquation avec les objectifs climatiques (parties I et II)	Axe 2 : Efficience et acteurs des marchés à l'appui de la transition
13h15 – 14h15 (Heure de Paris)	Partie I – Faire le point sur les approches du financement de la transition	Renforcer les pratiques ESG et la transition climatique sur les marchés financiers
	<p>Il est plus urgent que jamais de transformer notre modèle économique. Alors qu'il reste moins d'une décennie pour endiguer la hausse de la température moyenne mondiale, il importe de porter l'essentiel des efforts sur la baisse des émissions de carbone des secteurs où leur réduction est difficile à assurer, ainsi que sur le déploiement des technologies vertes. Dans ce contexte, le « financement de la transition » gagne du terrain tant auprès des responsables de l'action publique que sur les marchés. Cette première des deux séances qui se tiendront cet après-midi examinera certaines approches normatives qui se font jour (taxonomies et normes) ainsi que les instruments financiers destinés à orienter davantage de capitaux à l'appui de la baisse des émissions de carbone des secteurs où leur réduction est difficile à assurer. Cette séance traitera essentiellement de la logique qui sous-tend les approches normatives, des caractéristiques des instruments de la transition et des défis qui restent à relever pour mettre les investissements en adéquation avec l'Accord de Paris. Les échanges de vues s'appuieront sur les nouveaux travaux de l'OCDE sur les divergences, les points communs et les aspects à prendre en compte pour assurer un développement cohérent des marchés.</p>	<p>Les initiatives du secteur public visant à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat reconnaissent de plus en plus que les marchés financiers ont un rôle crucial à jouer pour favoriser une transition ordonnée vers une économie sobre en carbone et une forte croissance du recours des investisseurs aux approches reposant sur l'ESG et sur l'adéquation avec les objectifs climatiques. Malgré des progrès notables, un certain nombre de problèmes continuent de limiter l'efficacité de ces approches, dont la promulgation des cadres, l'incohérence des données, le manque de comparabilité des critères d'ESG et de leurs méthodes d'évaluation, ainsi qu'un manque de clarté quant à la manière dont la prise en compte de l'ESG influe sur la répartition des actifs. Cette séance examinera les pratiques actuelles des marchés, les progrès et les obstacles observés pour ce qui est de l'investissement ESG, ainsi que les produits permettant de mettre les flux de capitaux en adéquation avec une transition à faibles émissions, et elle étudiera les aspects dont il convient de tenir compte pour renforcer encore davantage la prise en considération des risques et des opportunités que comporte la transition climatique dans le cadre du fonctionnement des marchés, de manière à contribuer à l'efficience de ces derniers.</p>
Modérateur	Robert Youngman , Chef d'équipe, Finance et investissement verts, Direction de l'environnement, OCDE	Robert Patalano , Chef par intérim, Division des marchés financiers, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE
Intervenants	Jod Hsu , Analyste investissement senior, Investment Grade Credit and Global Credit, NN Investment Partners	Ivan Faiella , Directeur et coordinateur, Task Force, Groupe de travail du G20 sur la finance durable, Banque d'Italie
	Alexey Miroshnichenko , Premier vice-président et membre du Conseil d'administration, VEB.RF	Matt Swinehart , Secrétaire d'État adjoint par intérim, Marchés financiers internationaux, Département du Trésor des États-Unis
	Carolyn Neo , Représentante principale, Autorité monétaire de Singapour	Olivia Albrecht , Directrice mondiale, ESG, TCW Group
	Sarah Thompson , Directrice, Finance durable, RBC Marchés des capitaux ; Vice-présidente, Comité technique sur la taxonomie du financement de la transition, Association canadienne de normalisation (CSA)	Samuel Mary , vice-président principal, ESG recherche, PIMCO Meaghan Muldoon , Responsable, intégration de l'ESG, BlackRock
Intervention(s) programmée(s) :	<p>Albane Demblans, Chef d'unité adjointe, Direction générale Stabilité financière, Services financiers et Union des marchés de capitaux (DG FISMA), Commission européenne</p> <p>Mahesh Roy, Responsable Mondial, Net Zero Capital Marchés, Carbon Disclosure Project (CDP)</p>	

Axes parallèles :	Axe 1 : Financement de la transition, trajectoires et adéquation avec les objectifs climatiques	Axe 2 : Efficience et acteurs des marchés à l'appui de la transition
14h45 – 15h45 (Heure de Paris)	Partie II – De la transition à une finance en adéquation avec les objectifs climatiques : principaux problèmes de mesure	Financer les PME pour accélérer la transition verte dans les pays, les régions et les villes

À l'échelle mondiale, de multiples trajectoires d'émission de GES peuvent être compatibles avec l'objectif de température de l'Accord de Paris, chacune d'elles reposant toutefois sur différentes contributions des divers secteurs économiques et des diverses zones géographiques au fil du temps. Sous l'angle sectoriel tout comme d'un point de vue national, la disponibilité de moyens de financement est essentielle pour investir dans des solutions, qui, lorsqu'elles se conjuguent, sont compatibles et en adéquation avec l'objectif de température de l'Accord de Paris. Les investisseurs et les bailleurs de fonds doivent dès lors disposer de données, de définitions et de méthodologies robustes pour déterminer si la transition est conforme aux objectifs climatiques et quelles sont au sein de leurs portefeuilles existants les activités en inadéquation avec ces objectifs, ainsi que pour évaluer les nouvelles opportunités. Cette seconde partie de la séance de l'après-midi, hébergée par l'initiative [Research Collaborative on Tracking Finance for Climate Action](#) de l'OCDE, examinera les évolutions en cours et les défis qui restent à relever en ce domaine.

Les PME ont un rôle essentiel à jouer dans la transition juste vers une économie neutre en carbone, aussi bien en leur qualité d'employeurs qu'en tant qu'innovateurs apportant une contribution à la transition écologique ; elles demeurent toutefois toujours confrontées à de considérables déficits de financement, ce qui les empêche de verdir leurs propres activités ou de déployer plus largement les produits et services verts. Cette séance mettra en avant les approches innovantes adoptées par différentes PME, autorités infranationales et institutions financières pour combler ces déficits de financement et accroître la disponibilité des produits de financement verts destinés aux PME. L'objectif est de susciter un dialogue constructif et des conseils pertinents sur les moyens de mobiliser les investissements publics et privés pour financer les PME innovantes et en rapide expansion afin d'accélérer la transition écologique dans les régions et dans les villes.

Modérateur

Raphaël Jachnik, Analyste principal des politiques, Financement de l'action climatique, Direction de l'environnement, OCDE

Nadim Ahmad, Directeur adjoint, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

Intervenants

Gard Lindseth, Conseiller principal, Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement

Shanika Amarasekara, Directrice Impacts, British Business Bank

Fiona Stewart, Directrice mondiale, Assurance et retraites, Groupe de la Banque mondiale

Tsukasa Kanai, Directeur Durabilité, Sumitomo Mitsui Trust Holdings, Inc.

Dia Desai, Directrice mondiale, Climate Aligned Finance, HSBC

Craig Ryan, Directeur Durabilité et ESG, Banque de développement du Canada (BDC)

Stéphane Villecroze, Associé gérant, Demeter

Interventions programmées

Albane Demblans, Cheffe d'unité adjointe, Direction générale Stabilité financière, Services financiers et Union des marchés de capitaux (DG FISMA), Commission européenne

Mahesh Roy, Responsable Mondial, Net Zero Capital Marchés, Carbon Disclosure Project (CDP)

JOURNÉE 3 (MERCREDI 13 OCTOBRE)

Mobiliser des capitaux pour répondre aux urgences environnementales

Actuellement, les infrastructures mondiales souffrent d'un déficit d'investissement d'environ 2 500 à 3 000 milliards USD par an. Malgré la réduction du coût des infrastructures rendue possible par le progrès technologique, l'investissement dans les infrastructures demeure insuffisant par rapport aux besoins annuels, ce qui ne fait que creuser le déficit cumulé. L'investissement total dans les infrastructures qui serait nécessaire est estimé à 6 300 milliards USD par an jusqu'en 2030. La plus grande partie de ces besoins – 4 000 milliards USD – correspondent aux économies émergentes et à celles en développement. À eux seuls, les pays émergents d'Asie nécessitent des investissements d'un montant de 1 700 milliards par an pour assurer un développement économique soutenu. Étant donné que 60 % de la population mondiale devrait, d'après les projections, vivre dans des zones urbaines à l'horizon 2030, il s'ensuit que 60 % des infrastructures urbaines nécessaires doivent encore être construites. Dans ce contexte, la Journée 3 portera essentiellement sur les initiatives et les approches visant à mobiliser des capitaux pour répondre aux objectifs environnementaux – en mettant l'accent sur les investissements dans les énergies propres et dans d'autres domaines au sein des économies émergentes.

Il convient de noter que, dans le cadre de la *Réunion annuelle du Groupe d'action GREEN*, l'OCDE tient entre 9h30 et 11h00 une séance consacrée à la **Traduction de la vision à long terme en décisions d'investissement et à la mobilisation de moyens de financement au service de la transition vers la neutralité en GES dans les pays de l'Est partenaires de l'UE et en Asie centrale**. Les participants intéressés peuvent s'y inscrire et la regarder [ici](#) ([page Web de l'événement](#)).

11h00 – Bienvenue : **Rodolfo Lacy**, Directeur, Direction de l'environnement, OCDE
11h10

11h10 – 12h15
(Heure de Paris)
Séance plénière de haut niveau : Mobiliser les capitaux privés au profit des énergies propres dans les économies émergentes

Cette séance plénière de haut niveau mettra en lumière les engagements et les initiatives récentes visant à accélérer la transition vers des énergies propres. Elle mettra l'accent sur les possibilités d'accroître l'ampleur des investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et présentera les solutions, partenariats et plateformes de nature innovante. Cette séance mettra également en relief les possibilités de faire un meilleur usage des dispositifs de financement mixte pour mobiliser les capitaux commerciaux et en particulier pour débloquer les milliers de milliards détenus par les investisseurs institutionnels.

Modérateur **Cecilia Tam**, Chef d'équipe, Financement de l'énergie propre et mobilisation des investissements, Direction de l'environnement, OCDE

Intervenants **Peter Damgaard Jensen**, Coprésident, Climate Investment Coalition; Président, Gestion AIP

Ylva Lindberg, Vice-président exécutif, Stratégie et communication, Norfund

Agus E. Siregar, Commissaire adjoint à la stabilité du système financier, Autorité indonésienne des services financiers (OJK)

Mary Warlick, Directrice exécutive adjointe, Agence internationale de l'énergie (AIE)

12h15 – 12h45 Pause

Séances parallèles

12h45 – 13h45
(Heure de Paris)
S'attaquer à la crise de la dette, du climat et de la nature dans le cadre de la reprise économique post-COVID-19

Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'indépendance économique des femmes à travers les politiques et la finance vertes

Les gouvernements du monde entier sont confrontés à une triple crise liée à la dette souveraine, au changement climatique et à la diminution de la biodiversité qui fera peser, s'il n'y est remédié, un risque systémique sur l'économie mondiale. Afin d'aider les pays en développement à faire face à cette triple crise, la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE et d'autres organisations s'attachent actuellement à mettre en place une nouvelle Plateforme mondiale pour favoriser la mobilisation de moyens de financement abordables au service d'une reprise économique verte et bleue. Cette Plateforme étudiera la politique et les moyens d'action ainsi que de nouveaux instruments de financement des solutions fondées sur la nature, dont les obligations souveraines liées à la durabilité.

Cette séance donnera l'occasion d'en savoir plus sur cette initiative, son ampleur et sa contribution, et d'examiner certains des instruments financiers qui pourraient être mis au point pour aider les pays en développement à accroître l'échelle de leur action en faveur de la nature et du climat.

Les données disponibles montrent que les femmes sont généralement plus vulnérables aux effets de la dégradation de l'environnement, ont plus conscience des risques environnementaux et sont plus sensibles à une gestion durable des ressources naturelles. Toutefois, la relation entre l'égalité des sexes et la durabilité de l'environnement constitue un tout nouveau domaine de recherche souvent négligé et où une collecte et un suivi systématiques des données font défaut. Il existe des lacunes dans les données sur le point de savoir dans quelle mesure la finance verte, le financement durable et les investissements ESG prennent systématiquement en considération les aspects relatifs à l'égalité des sexes.

Cette séance encouragera les échanges de vues sur les possibilités et les difficultés que créerait une intégration systématique des aspects liés à l'égalité des sexes dans les actions climatiques nationales ainsi que dans les approches et les instruments de la finance verte. Elle examinera également si, et de quelle manière, les plans de relance et les mesures de stimulation ont efficacement tenu compte des différences des impacts environnementaux subis par chacun des sexes et favorisé la participation des femmes aux secteurs clés de l'économie verte et bleue. Cette séance bénéficiera du soutien du gouvernement des États-Unis.

Modérateur **Haje Schütte**, Conseillère principale et chef de Financement du développement durable Division, Coopération au développement Direction, OCDE

Remarques d'ouverture **Jorge Moreira da Silva**, Directeur, Direction de la coopération au développement, OCDE

Intervenants **Karin Erika Kemper**, Directrice mondiale, Environnement, Ressources naturelles et économie bleue, Banque mondiale

Jochen Krimphoff, Responsable de l'initiative, Marchés de capitaux de la dette durable, Fonds mondial pour la nature (WWF)

Markus Müller, Responsable mondial, Chef Bureau d'investissement, Banque privée, Deutsche Banque

Justin Mundy, Président, SLM Partners

Simon Stiell, Ministre de la Résilience climatique, l'environnement, la foresterie, la pêche, la gestion des catastrophes et l'information, Grenade

Lee White, Ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement, Gabon

Sigita Strumskyte, Coordinatrice pour les ODD et Genre, Direction de l'environnement, OCDE

Madeleine Chenette, Ambassadrice, Représentante permanente du Canada auprès de l'OCDE

Verania Chao, Spécialiste programme, Genre, inclusion et changement climatique, PNUD

Beeta Ehdai, Conseillère principale, Femmes Problèmes économiques et Assistant spécial de la Sous-secrétaire à l'économie, à l'environnement et de l'énergie, Département d'État des États-Unis

Amy Luinstra, Responsable de programme, Genre, Asie de l'Est et Pacifique, Société financière internationale (SFI)

Christina Milhomem, Senior Associate, ESG Research, MSCI

14h15 –
15h15
(Heure de
Paris)

Séance plénière de haut niveau : Risques climatiques physiques et système financier : coup de projecteur sur la matérialité

À mesure que les impacts du changement climatique se manifestent, les économies et les populations ressentent de plus en plus le poids des risques climatiques physiques, tels que les inondations, les sécheresses, le stress hydrique, la dégradation croissante de la qualité de l'eau, notamment. Les investissements destinés à gérer ces risques physiques peuvent présenter des avantages socioéconomiques très importants ; le déficit d'investissement demeure néanmoins non négligeable et entraîne année après année une aggravation des effets négatifs et un alourdissement des coûts supportés par l'économie et la société.

Cette séance sera axée sur la manière dont les risques climatiques physiques sont (ou non) pris en compte dans différents secteurs du système financier, en s'appuyant sur les risques liés à l'eau (« trop abondante », « trop rare » ou « trop polluée ») pour offrir des exemples concrets. Elle portera en particulier sur un possible « écart de matérialité » entre le coût imposé à l'économie et à la société par les risques climatiques physiques (matérialité environnementale) et leurs répercussions potentielles sur le système financier (matérialité financière). Elle se penchera sur la manière dont les évolutions de la réglementation financière, dont les cadres prudentiels et les règles régissant la divulgation d'informations, pourraient favoriser une augmentation des investissements dans la sécurité de l'eau grâce à une visibilité accrue des risques et des opportunités.

Modérateur **Simon Buckle**, Chef, Division de l'environnement, des transitions et de la résilience (ETR), Direction de l'environnement, OCDE

Message vidéo **Richard Mattison**, Président, S&P Global Sustainable

Discours liminaire **Andrew Sawyers**, Directeur, Bureau de gestion des eaux usées, Office de l'eau de l'EPA, Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement (EPA)

Intervenants **David Lunsford**, Senior Associate, Council on Economic Policies (CEP)

Michael Szoenyi, Responsable du programme de résilience aux inondations, Zurich Insurance Company

Faith Ward, Présidente, The Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), et Directrice Investissement responsable, Brunel Pension Partnership

15h30 –
17h30
(Heure de
Paris)

Atelier d'experts OCDE-UE : Financement de l'action climatique par les autorités infranationales

Les autorités régionales et locales disposent de considérables compétences en matière de dépenses dans le domaine de l'environnement et du climat. Une étude pilote réalisée par l'OCDE en 2018 a constaté que, en 2016, les autorités infranationales ont en moyenne contribué pour 55 % aux dépenses publiques et pour 64 % aux investissements publics liés à l'environnement et au climat au sein de la zone de l'OCDE. Cependant, cette étude a également révélé d'importantes insuffisances du point de vue des données au niveau macroéconomique (dans les comptes nationaux) comme au niveau microéconomique (dans le budget), ce qui empêche de suivre correctement les flux financiers infranationaux en faveur du climat. Pour combler cette lacune, l'OCDE a lancé un nouveau programme en vue de suivre le financement infranational du climat et de soutenir la budgétisation verte dans les villes et les régions. Cet atelier d'experts a pour objet de présenter les résultats préliminaires des analyses, de recueillir les réactions des experts de ce domaine, ainsi que de susciter un débat sur la manière dont la mesure et l'harmonisation du financement public du climat à l'échelon infranational peut aider à mobiliser des moyens de financement privés en faveur de l'action climatique infranationale. Inscrivez-vous [ici](#).

JOURNÉE 4 (JEUDI 14 OCTOBRE)

Promouvoir le progrès, mesurer l'impact

Malgré les progrès, les défis à relever demeurent considérables et compromettent la capacité de la finance durable à soutenir efficacement la création de valeur à long terme, les objectifs liés au climat et à la biodiversité, ainsi que ceux de durabilité. Il y aurait lieu de prendre des mesures pour renforcer la transparence, l'obligation de rendre des comptes, et la mise en adéquation avec les objectifs de durabilité. Bien que l'investissement dans les aspects relatifs à l'environnement, à la société et à la gouvernance (ESG) se soit considérablement développé, les acteurs présents sur le marché ne disposent pas des données comparables et de qualité sur l'ESG dont ils ont besoin pour éclairer comme il convient leurs décisions, gérer les risques, mesurer les résultats, et sauvegarder leurs intérêts à long terme. Afin d'accroître l'ambition de la finance durable, il est nécessaire d'établir une feuille de route pour passer de l'ESG aux ODD. Dans ce contexte plus large, les entreprises cherchent de plus en plus à renforcer leurs références environnementales, et les investisseurs orientent toujours plus de ressources financières vers les investissements ayant des répercussions positives sur l'environnement. Il est donc essentiel que les fixateurs de normes et les responsables de la formulation des politiques veillent à ce que ces investissements aient l'effet souhaité du point de vue de l'environnement. En déterminant quelles sont les mesures de la divulgation d'informations sur la durabilité qui constituent de bons indicateurs des impacts et des progrès vers la réalisation des objectifs environnementaux, les fixateurs de normes peuvent contribuer à garantir que la finance durable produit des résultats concrets.

11h15 – 11h35
(Heure de Paris) **Discussion informelle : L'économie de la biodiversité – Pourquoi les services écosystémiques sont-ils importants ?**

Modérateur **Katia Karousakis**, Responsable de programme, Biodiversité, utilisation des terres et écosystèmes (BLUE), Direction de l'environnement, OCDE

Intervenant **Partha Dasgupta**, Professeur émérite d'économie Frank Ramsey, Université de Cambridge

11h35 – 13h00
(Heure de Paris) **Séance plénière de haut niveau : La finance durable, le climat et les ODD : possibilités d'exercer un impact**

Étant donné que les gouvernements et les acteurs du marché financier s'efforcent de plus en plus de mettre le financement en adéquation avec les Objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs climatiques adoptés d'un commun accord à l'échelle internationale, cette séance plénière de haut niveau examinera les possibilités d'accroître l'ampleur du financement privé et mettra en lumière les lacunes dont souffrent les approches adoptées par divers acteurs. Elle étudiera pour l'essentiel dans quelle mesure il serait possible de trouver un terrain d'entente, en s'appuyant sur les enseignements tirés des cadres d'ESG existants pour examiner comment les économies émergentes et celles en développement peuvent tirer parti de l'harmonisation des cadres applicables à l'ESG et aux ODD pour attirer des financements en faveur des objectifs de durabilité et de ceux liés au climat. Cette séance définira également les impératifs que devront respecter les secteurs public et privé pour réaliser des progrès tangibles en matière de développement des financements privés en faveur des ODD et pour se conformer aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

Modérateur **Mathilde Mesnard**, Directrice par intérim, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

Allocution liminaire **Jorge Moreira da Silva**, Directeur, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

Intervenants **Meredith Bearden**, Directrice, ESG Strategy and M&A, S&P Global Sustainable1

Nicolai Boserup, General Counsel, Senior Vice President, Strategy & Policy, Investment Fund for Developing Countries (IFU)

Jay Collins, Vice-président, Banque, marchés de capitaux, services de conseil, Citigroup

Zoë Knight, Directrice générale et responsable en chef, Centre pour la finance durable, HSBC

Mohan Vivekanandan, Coordinateur en chef : Création et suivi de la clientèle, Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)

13h30 –
15h00
(Heure de
Paris)

Séance plénière de haut niveau : Se contenter d'informer sur les niveaux d'émission ou s'engager en faveur de la neutralité GES – quel avenir pour les fonds souverains ?

Les fonds souverains, dont la valeur des actifs s'élève à [10 000 milliards USD](#), sont absents de la [Net Zero Asset Owner Alliance](#) créée à l'initiative des Nations Unies et qui a pour membres 42 fonds de pension et sociétés d'assurance dont les actifs représentent 6 600 milliards USD. Des initiatives en faveur de la neutralité en GES sont également mises en œuvre dans les secteurs de la [gestion des actifs](#) et de la [banque](#). Les fonds souverains ont plutôt concentré leurs efforts sur le renforcement de leur gestion des risques liés au climat et des possibilités d'investissement offertes par la transition bas carbone. Les fonds souverains ont également renforcé leur divulgation d'informations liées au climat, et ils participent à certaines initiatives internationales dont le CDP, le TCFD, l'IIGCC, la Transition Pathway Initiative, le Sustainability Accounting Standards Board, et le One Planet Sovereign Wealth Funds Framework. Est-ce suffisant ou la neutralité en GES constitue-t-elle la voie de l'avenir pour les fonds souverains ?

Modérateur **Kiran Aziz**, Directrice, Investissements responsables, KLP Asset Management

Intervenants **Victoria Barbary**, Directrice, Stratégie et communications, International Forum of Sovereign Wealth Funds (IFSWF)

Diego Lopez, Directeur général, Global SWF.

Uche Orji, Directeur général, Autorité nigériane des investissements souverains (NSIA)

Martin Skancke, Président, Risk Committee Storebrand et Président, Principles for Responsible Investment

Günther Thallinger, Membre, Conseil de gestion, Allianz SE ; Président, UN-convened Net-Zero Asset Owner Alliance

15h00 –
15h10
(Heure de
Paris)

Allocution de clôture

Ingrid Barnsley, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE

Orateurs

Hugh Wheelan, Cofondateur et codirecteur général de Responsible Investor, qui fait partie du groupe PEI Media

www.oecd.org/cgfi



@OECD_ENV

@OECD_BizFin

@OECDdev

@OECD_local

